

Qui sommes-nous ?

Communiqués

À LA UNE

SNJ - 33 rue du Louvre - Paris 75002 - 01 42 36 84 23 - snj@snj.fr - Horai

Instances

Publications

isation du 19 janvier (Paris) : rdv à épart de la place de la République ler jusqu'à Nation

je du SNJ est ouvert au public du lundi au jeudi de 10h à 13h et de 14h à 18h.

• **Focus sur la carte de presse internationale de la FIJ.**

- **Déduction sur cotisations - Ce qui change au 1er janvier 2023 ?**



Charte d'éthique



Convention collective

- **Barèmes de salaires** : toutes les augmentations

- **Le Journaliste**

- trimestriel du SNJ
- La lettre du SNJ

- **Le Livret du journaliste**

- **La boutique du SNJ (livre et tee-shirt)**

- **Contactez les sections**

• **Retour sur le débat sur les libertés** (104e congrès du SNJ)

• **Baromètre SNJ - Technologia sur les conditions de travail des journalistes**

- Enquête publiée en 2022

- Enquête publiée en 2019

- Vidéo : conférence de presse du 13 octobre 2022

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Enquête sur les responsables du génocide rwandais : le SNJ soutient Maria Malagardis

Jeudi 19 janvier, la journaliste Maria Malagardis, grand reporter à *Libération*, autrice de "Sur la piste des tueurs rwandais", sera jugée au tribunal correctionnel de Paris pour injure publique à l'encontre d'Aloys Ntiwiragabo, ancien chef du renseignement militaire au Rwanda.

L'affaire remonte à l'été 2020, quand Mediapart publie une enquête intitulée "Aloys Ntiwiragabo, pilier présumé du génocide des Tutsis, se terre en France". L'enquête, signée par le reporter Théo Englebert, établit la présence de l'ancien militaire rwandais dans la région d'Orléans. Militaire rwandais de haut rang au moment des massacres, en 1994, Ntiwiragabo a longtemps été recherché par les magistrats du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR). L'homme, qui était introuvable depuis plus de vingt ans, a également fait l'objet en France d'une enquête préliminaire pour "crimes contre l'humanité".

Maria Malagardis, qui écrit sur le génocide rwandais depuis près de trente ans, et dont l'expertise et le sérieux sont reconnus par ses pairs, relaie alors l'article sur les réseaux sociaux en commentant ainsi : "Un nazi africain en France ? Quelqu'un va réagir ?".

Utiliser le mot "nazi" pour évoquer les massacres perpétrés au Rwanda n'est pas une nouveauté : plusieurs historiens ont d'ailleurs fait ce choix, dès les années 1990.

Peu après la publication de l'enquête de Mediapart, Aloys Ntiwiragabo, qui a passé une grande partie de sa vie à échapper à la justice, choisit alors de porter plainte contre Théo Englebert et Maria Malagardis (dans deux procédures distinctes).

Des attaques devant les tribunaux que Théo Englebert, l'auteur de l'enquête de Mediapart, avait commenté ainsi en 2021: « *Ce sont des personnes qui vivent tranquillement dans l'Hexagone, qui n'ont jamais été rattrapées par leur passé. Alors forcément, le travail des journalistes les dérange* ».

Ces assignations en justice sont lancées pour intimider les journalistes, et pour entraver le travail de celles et ceux qui enquêtent sur le génocide rwandais.

Le Syndicat National des Journalistes, première organisation de la profession, réaffirme son soutien à Maria Malagardis, à Théo Englebert et aux journalistes qui exercent leur mission d'information.

Paris, le 17 Janvier 2023

accès pour tous

ACTU TWITTER



ESPACE PIGISTES

- Rejoignez le groupe Facebook des journalistes pigistes
- Fiches pratiques pigistes
- Journalistes auto-entrepreneurs : c'est la mort de la profession ! - Un journaliste n'est pas un auto-entrepreneur
- Accord formation dans l'audiovisuel
- Exemples d'accords d'entreprise pour les journalistes pigistes (militants)

Tout sur la rémunération à la pige

PERMANENCES